

# Renforcer les capacités en Afrique pour une planification et une mise en œuvre de politiques fondées sur des données empiriques:

*Appui de l'IFPRI et d'AKADEMIYA2063 au PDDAA en 2019-2020*



# Introduction

Le Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) approuvé en 2003 par les chefs d'État et de gouvernement africains forme un cadre continental d'accélération de la croissance et des progrès vers la réduction de la pauvreté par le biais de la sécurité alimentaire et nutritionnelle grâce à une stratégie de croissance axée sur l'agriculture. De 2006 à juin 2020, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) a développé trois programmes de recherche stratégique et d'appui au renforcement des capacités de planification et de mise en œuvre du PDDAA. Ces trois programmes sont hébergés depuis juillet 2020 par AKADEMIYA2063 : (1) le Système régional d'analyse stratégique et de gestion des connaissances (ReSAKSS) ; (2) le Consortium de modélisation des politiques pour la croissance et le développement en Afrique (AGRODEP) ; et (3) le Panel Malabo Montpellier (Panel MaMo). AKADEMIYA2063, dont le siège se situe à Kigali, au Rwanda, et le bureau régional à Dakar, au Sénégal, fournit des données et des analyses politiques aux états membres de l'Union africaine. L'organisation contribue au renforcement des capacités des états membres en vue de réaliser leurs objectifs de transformation économique et de prospérité partagée.

Depuis sa création en 2006, le ReSAKSS fournit des analyses, des données et des outils utilisés pour la formulation (à partir de données empiriques) et la mise en œuvre de politiques et de stratégies agricoles. Il constitue également une plateforme favorisant le dialogue sur les politiques du PDDAA, la revue par les pairs, l'analyse comparative et l'apprentissage mutuel. AKADEMIYA2063 dirige les activités du ReSAKSS en partenariat avec la Commission de l'Union africaine (CUA), l'Agence de développement de l'Union africaine-NEPAD (AUDA-NEPAD) et les principales communautés économiques régionales (CER).

Le Consortium AGRODEP, créé en 2010, est un réseau d'experts basés en Afrique. Leur ambition est de jouer un rôle majeur dans la résolution des enjeux stratégiques du développement à travers le continent, notamment en répondant aux besoins analytiques du programme de mise en œuvre du PDDAA. Sous la direction d'AKADEMIYA2063 et en étroite collaboration avec l'IFPRI, le Consortium AGRODEP facilite l'utilisation des outils de modélisation économique, favorise l'accès aux sources de données, offre des bourses de formation et de recherche, et appuie la collaboration entre les chercheurs africains et internationaux.

Le Panel MaMo – composé de 17 éminents experts spécialisés en agriculture, en écologie, en nutrition et en sécurité alimentaire – a été mis en place dans le but d'encourager les gouvernements africains à développer des innovations politiques pertinentes qui leur permettent d'accélérer leurs processus d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le cadre de l'agenda du PDDAA. La mission principale du Panel consiste à promouvoir et à orienter le dialogue entre les hauts responsables politiques, de manière à encourager la reproduction et la multiplication des politiques et des programmes efficaces élaborés par les pays africains les plus performants dans les différents domaines prioritaires relatifs aux objectifs de Malabo. Les activités du Panel MaMo sont assurées conjointement par AKADEMIYA2063, l'Université de Bonn et l'Imperial College de Londres.

Le présent rapport présente les travaux réalisés par l'IFPRI et AKADEMIYA2063 au cours du second semestre de l'année 2019 et au premier semestre de l'année 2020 dans le cadre de l'appui au programme de mise en œuvre du PDDAA, à travers le ReSAKSS, le Consortium AGRODEP et le Panel MaMo.

## APPUYER LES PROCESSUS DE REVUE ET DE DIALOGUE DU PDDAA GRÂCE AUX TRAVAUX DU RESAKSS

Le ReSAKSS poursuit ses activités d'appui et d'orientation du programme de mise en œuvre du PDDAA, notamment à travers : sa publication phare, le Rapport annuel sur les tendances et les perspectives (rapport ATOR) ; le suivi des indicateurs du PDDAA ; les produits de connaissances en ligne ; et le renforcement des capacités par la responsabilisation mutuelle.

### Suivi des progrès du PDDAA

Partout en Afrique, l'agriculture reste un secteur crucial pour la sécurité alimentaire, la nutrition, la croissance économique et l'emploi. Bien que les femmes soient particulièrement concernées par les activités agricoles, les études montrent invariablement qu'elles ne disposent que d'un accès réduit aux ressources et sont moins productives que les hommes. Les résultats des recherches montrent que les disparités entre les genres compromettent la capacité des pays africains à atteindre leurs objectifs d'éradication de la faim, de réduction de la pauvreté, de stimulation du commerce et de renforcement de la résilience face au changement climatique et à d'autres risques. Le rapport ATOR 2019, intitulé « Égalité des genres en Afrique rurale : des engagements aux résultats », applique une perspective liée au genre à plusieurs questions

cruciales visant à atteindre les objectifs énoncés dans la déclaration de Malabo de 2014. Il met en exergue les points d'intersection du genre et du contexte avec (1) les institutions au sein desquelles les populations rurales opèrent, (2) les ressources naturelles dont elles dépendent pour l'agriculture, les sources de vulnérabilité et la résilience face aux chocs, (3) les actifs et (4) les stratégies de subsistance.

Le rapport ATOR 2019 a été rendu public pendant la conférence annuelle 2019 du ReSAKSS qui s'est tenue du 11 au 13 novembre 2019 à Lomé, au Togo. Plus de 140 délégués – dont des décideurs politiques, des chercheurs et des représentants de la société civile, des CER, de la CUA et de l'AUDA-NEPAD – ont participé aux débats de la conférence sur les progrès de la mise en œuvre du PDDAA et sur les conclusions et les recommandations de politique du rapport ATOR 2019. Dans son discours d'ouverture, le ministre togolais de l'agriculture, de la production animale et de la pêche, M. Noël Koutéra Bataka, a souligné l'importance de remédier à l'inégalité de productivité agricole entre les genres. En effet, le rapport ATOR 2019 montre que l'inégalité entre les genres en matière d'actifs, de stratégies de subsistance et de contrôle des revenus représente un manque à gagner important pour les ménages, les communautés et les nations. Selon le rapport, il convient de combler l'inégalité de productivité entre les genres grâce à des politiques





Conférence annuelle du ReSAKSS, 11–13 novembre 2019, Lomé, Togo

de promotion de l'accès des femmes au travail. Ceci implique la mise en place de normes acceptables, la facilitation de l'accès des femmes aux groupes de producteurs et aux marchés, et la garantie aux femmes de contrôler leurs revenus. Le rapport appelle à une transformation du système agricole et alimentaire en fonction des genres, c'est-à-dire, adapter le système aux femmes en révisant les règles et les pratiques, en modifiant les systèmes de régulation et les normes sociales, et en améliorant les compétences, les connaissances et les ressources des femmes.

Le rapport ATOR étant le rapport officiel de suivi-évaluation (S&E) du PDDAA, les participants à la conférence ont également discuté des conclusions du chapitre portant sur les progrès accomplis dans la poursuite des objectifs du programme. L'évaluation montre que les progrès réalisés dans la mise en

œuvre du PDDAA sont louables et que la plupart des indicateurs ont évolué dans le sens attendu depuis 2003. Néanmoins, la croissance économique et la réduction des inégalités, de la pauvreté et de la sous-alimentation ont ralenti, tandis que la malnutrition infantile reste relativement élevée ; d'où la nécessité de stimuler la productivité agricole et de multiplier les investissements dans le secteur, notamment en ce qui concerne l'accès aux marchés et aux infrastructures commerciales. Ces interventions sont d'autant plus importantes que de nombreux pays accusent encore un retard important en ce qui concerne l'objectif de 10% d'allocation du budget national à l'agriculture.

Sept mini-conférences organisées par le ReSAKSS et ses partenaires avant l'ouverture officielle de la conférence ont permis d'aborder une grande

variété de thèmes : le rôle central du genre dans la transformation agricole ; les plateformes de connaissances du ReSAKSS ; les paramètres pour mesurer l'autonomisation des femmes au niveau national, etc. Les noms des cinq gagnants de la deuxième édition du concours *ReSAKSS Data Challenge* ont été annoncés lors du dîner de la conférence, le 12 novembre 2019. Le *ReSAKSS Data Challenge* s'adresse aux personnes désireuses d'utiliser les données et les ressources disponibles sur le site web du ReSAKSS pour démontrer leur créativité et leurs



Cérémonie de remise des prix du ReSAKSS Data Challenge, 11 novembre 2019, Lomé, Togo





Séminaire sur les politiques du rapport ATOR 2019 à l'IFPRI, 12 décembre 2019, Washington, DC, USA

compétences analytiques en créant un produit de connaissance innovant sous la forme d'un essai, d'un rapport, d'une composition/création artistique visuelle ou d'une application informatique.

Après la conférence, le ReSAKSS a organisé le 12 décembre, au siège de l'IFPRI à Washington DC, et en partenariat avec la Division Communications et Affaires publiques de l'IFPRI, un séminaire portant sur les résultats et les implications politiques du rapport ATOR 2019 avec un public composé de divers membres de la communauté internationale du développement. Le séminaire a réuni un total de 65 personnes présentes physiquement et 405 participants virtuels. Un deuxième séminaire s'est tenu à la même date dans les bureaux de l'agence américaine pour le développement international (USAID) à Washington DC. Les éditeurs du rapport ATOR 2019 et certains des principaux auteurs y ont présenté leurs travaux devant des représentants et quelques hauts responsables de l'USAID.

Au cours du premier semestre 2020, le ReSAKSS a participé à la production du rapport ATOR 2020 sur le thème « Soutenir la transformation du système agroalimentaire africain : le rôle des politiques publiques ». L'édition 2020 du rapport ATOR contribuera à déterminer les politiques nécessaires pour accélérer la récente reprise de la croissance économique en Afrique et transformer son système agroalimentaire. Pour ce faire, le rapport propose des analyses sur : (1) le paysage politique du système agroalimentaire selon une perspective historique ; (2) les politiques relatives aux systèmes de production

agricole compétitifs et durables ; (3) les politiques de développement inclusif des chaînes de valeur alimentaires modernes ; et (4) l'environnement politique au sens large, pour la transformation des systèmes agroalimentaires. Le rapport sera rendu public lors de la conférence annuelle 2020 du ReSAKSS qui se tiendra virtuellement en novembre 2020 en raison de la pandémie de la COVID-19.

### Le Moniteur du commerce agricole en Afrique

En 2018, le ReSAKSS a lancé en partenariat avec le réseau AGRODEP une nouvelle publication intitulée *Moniteur du commerce agricole en Afrique* (ou rapport AATM, selon l'acronyme du titre en anglais *Africa Agriculture Trade Monitor*). À travers ce rapport, les auteurs ont l'opportunité de présenter aux décideurs politiques et aux acteurs du développement, des données et des analyses précises et fiables sur le commerce agricole intra-africain afin de soutenir leurs efforts de développement du commerce agricole intra-africain et de transformation du continent.

La deuxième édition du rapport AATM 2019 a été diffusée lors d'un symposium coorganisé par l'IFPRI et le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) lors du Forum de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRF), le 3 septembre 2019 à Accra, au Ghana. Les auteurs du rapport y constatent que la hausse des importations agricoles de l'Afrique est toujours supérieure à la hausse des exportations, et que le déficit commercial agricole, quant à lui, baisse depuis 2012. L'Afrique joue



*Lancement du rapport AATM 2019 au Forum AGRF 2019, le 3 septembre à Accra, Ghana*

pour le moment un rôle limité dans le commerce agricole mondial ; la part du continent n'a augmenté que de manière marginale entre 2005 et 2017 (de 4,3 % à 5 %). L'avantage comparatif du continent a été renforcé pour les produits agricoles, mais il s'est limité essentiellement aux produits non transformés et semi-transformés. Les auteurs indiquent également que les barrières non tarifaires et, dans une moindre mesure, le manque de diversification des produits agricoles ainsi que les coûts de commercialisation élevés, constituent le principal obstacle aux performances commerciales de l'Afrique. Selon le rapport AATM 2019, une plus grande intégration régionale envisagée dans le cadre de l'accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA) pourrait également renforcer la capacité de l'Afrique à exploiter de nouvelles opportunités commerciales,



*Lancement du rapport AATM 2019 au Forum AGRF 2019, le 3 septembre à Accra, Ghana*

tout en protégeant le continent des chocs commerciaux extérieurs, notamment des nouvelles tendances protectionnistes observées dans certaines grandes économies mondiales.

Après avoir été rendues publiques lors du Forum AGRF 2019, les conclusions du rapport AATM ont été débattues à l'occasion de plusieurs forums de haut niveau organisés en octobre 2019, notamment au cours de la réunion des ambassadeurs de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et pendant le Briefing de Bruxelles sur le

commerce agricole africain dans un environnement en mutation. Le Briefing de Bruxelles est un événement organisé par le CTA, la Commission européenne, le Secrétariat des pays ACP et l'IFPRI.

En fin 2019, le ReSAKSS et le consortium AGRODEP ont publié le rapport AATM 2020. Ce dernier suit les tendances continentales et régionales des flux et des politiques du commerce agricole africain. Il propose en outre une analyse des flux commerciaux transfrontaliers informels et des initiatives visant à évaluer et à formaliser le commerce transfrontalier informel en Afrique. Préparé en partenariat avec des chercheurs africains, notamment les membres du consortium AGRODEP, le rapport AATM 2020 a été vulgarisé lors d'un symposium virtuel organisé en septembre par l'IFPRI dans le cadre du Forum AGRF 2020.

### **La revue biennale du PDDAA**

La revue biennale (RB) du PDDAA consiste à promouvoir la responsabilisation mutuelle à travers un examen des efforts réalisés par les pays dans le cadre des engagements de la Déclaration de Malabo. Tout au long de l'année 2019, le ReSAKSS a apporté à la CUA et à l'AUDA-NEPAD un appui technique pour la réalisation du deuxième processus de RB. En septembre 2019, le ReSAKSS a participé à un atelier organisé par la CUA et l'AUDA-NEPAD à Lusaka, en Zambie, pour la rédaction du deuxième rapport continental consolidé de la RB et l'élaboration d'une fiche

d'évaluation de la transformation de l'agriculture en Afrique (AATS, selon l'acronyme anglais de *Africa Agriculture Transformation Scorecard*). Un second atelier a été organisé à Nairobi, au Kenya, pour finaliser le rapport de la RB 2019 et l'AATS. En octobre 2019, le rapport a été révisé et approuvé par le comité technique de la CUA sur l'agriculture, le développement rural, l'eau et l'environnement à Addis-Abeba, en Éthiopie. Le rapport 2019 de la RB et l'AATS, lancés lors du 33<sup>ème</sup> sommet de l'Union africaine (9-10 février), montrent que même si les pays africains progressent effectivement dans la réalisation des objectifs de Malabo, le rythme des progrès a ralenti.

Le rapport de la RB 2019 montre que 36 des 49 États membres ayant soumis leur rapport de l'UA ont amélioré leur score global en matière de transformation agricole par rapport à 2017. Toutefois, le rapport 2019 fixe un score de référence plus élevé pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des engagements de Malabo d'ici 2025 : 6,66 sur 10, contre 3,94 en 2017. Seuls 4 des 49 pays ont dépassé le score de référence de 2019 : le Rwanda (7,24), le Maroc (6,96), le Mali (6,82) et le Ghana (6,67). Le Ghana est le seul pays à être passé d'une position critique en 2017 à une position avantageuse en 2019 ; les trois autres pays étaient déjà sur la bonne voie lors de la RB précédente. Compte tenu du ralentissement général des progrès, le rapport invite les États membres de l'UA à organiser des dialogues nationaux inclusifs avec les parties prenantes afin d'examiner les résultats de la deuxième RB et de proposer des réponses politiques et programmatiques concrètes pour créer une dynamique en vue d'atteindre les objectifs de 2025. En partenariat avec les équipes nationales respectives, et avec l'appui financier de la Fondation Bill & Melinda Gates, le ReSAKSS a dirigé des travaux visant à améliorer les systèmes de données de la RB au Kenya, au Malawi, au Mozambique, au Sénégal et au Togo. Ces travaux consistaient à améliorer l'exactitude, la cohérence, la traçabilité et



*Cérémonie de remise des prix de la RB de Malabo, 33<sup>ème</sup> sommet de l'Union africaine, 9-10 février 2020, Addis-Abeba, Éthiopie*

la validité des données de la RB grâce à des activités de renforcement de capacités. La comparaison des données de la RB 2017 soumises par les cinq pays avec les données soumises lors de la RB 2019 montre des progrès évidents. La RB 2019 présente des indicateurs et des sources de données beaucoup plus détaillés, ainsi que des taux de renseignement des indicateurs plus élevés. Il convient également de noter un engagement plus important des acteurs non étatiques, en particulier les organisations de la société civile, dans la collecte et la validation des données.

À la suite de la sortie du rapport de la deuxième RB, les plateformes du ReSAKSS pour l'Afrique de l'Est et du Centre (ReSAKSS\_ECA), l'Afrique australe (ReSAKSS\_SA) et l'Afrique de l'Ouest (ReSAKSS\_WA), ont entamé, avec l'aide des experts nationaux et régionaux de la RB, l'élaboration de notes d'information régionales et nationales. Ces notes d'information basées sur le rapport seront utilisées dans les dialogues régionaux et nationaux autour de la RB. Elles mettront en évidence les principales conclusions de la RB, les défis rencontrés dans la collecte des données, les enseignements tirés ainsi que les changements de politique et de programme réalisés dans le pays après la RB. L'équipe du ReSAKSS a également dirigé la production de notes thématiques sur la RB. Ces notes abordent les thèmes de : la sécurité alimentaire, la résilience, les moteurs des politiques de transformation agricole et les raisons pour lesquelles de nombreux pays ne sont pas sur la bonne voie dans la dernière RB 2019. La note portant sur ce dernier thème a été publiée



au cours du deuxième trimestre 2020, tandis que les autres notes sont actuellement en cours de révision en vue d'une publication au cours du troisième trimestre.

### **Les revues conjointes agricoles - RCA**

Le ReSAKSS appuie la réalisation de revues conjointes du secteur agricoles (RCA) régulières, inclusives et complètes. Il s'agit en particulier d'évaluations menées au niveau national et régional portant sur la politique agricole et le paysage institutionnel, les résultats du secteur agricole, la qualité du processus de revue actuel et les pistes pour l'améliorer. À la demande de la CUA et de l'AUDA-NEPAD, le ReSAKSS a entamé des évaluations de RCA dans 26 pays et 3 régions depuis 2014 ; 21 évaluations ont été réalisées à ce jour<sup>1</sup>. Les rapports d'évaluation du processus de RCA pour le Lesotho et la Namibie ont bien progressé au cours du deuxième trimestre 2020 ; et les évaluations toujours en cours dans trois pays (le Cabo Verde, la Guinée et Madagascar) pourraient être retardées en raison de l'impact de la COVID-19. Des ateliers de sensibilisation ont été organisés en 2019 au Cabo Verde et en Guinée pour discuter des évaluations et des objectifs. En Guinée, en raison des contraintes liées aux ressources, les progrès ont été limités, et le ReSAKSS-WA attend encore le démarrage de l'évaluation au Cabo Verde. En raison de la COVID-19, le ReSAKSS-SA a reporté à 2021 les évaluations de processus de RCA pour l'Afrique du Sud et le Botswana. A Djibouti et au Burundi, les évaluations ont été retardées en raison d'un manque de coopération de ces pays. Au Soudan le report est dû à la situation politique dans le pays.

Pendant le processus de revue, le ReSAKSS-WA a apporté un appui technique et financier à la RCA du Burkina Faso. La plateforme régionale a financé les activités de collecte et d'analyse des données sur les dépenses publiques, les données macroéconomiques et commerciales, et le calcul de certains indicateurs

<sup>1</sup> Liste des pays : Angola, Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Eswatini, Éthiopie, Ghana, Kenya, Malawi, Mali, Maurice, Mozambique, Niger, Sénégal, Seychelles, Tanzanie, Togo, Ouganda, Zambie et Zimbabwe.

basés sur une enquête agricole. Le ReSAKSS-WA a également soutenu la RCA 2020 du Ghana et effectué une légère revue des dépenses consacrées à l'agriculture au Burkina Faso. La CEDEAO a également été appuyée dans sa préparation de la RCA régionale 2020 avec la production d'un rapport de synthèse pour le prochain atelier régional sur la RCA.

Le Malawi a publié son rapport de RCA 2019 et le ReSAKSS-SA a participé à la réunion de validation du rapport en janvier 2020. En outre, le ReSAKSS-SA a soutenu le travail de RCA 2020 au Mozambique par l'intermédiaire du comité de coordination du secteur agricole. L'Angola a également reçu un appui pour la production de son rapport de RCA ; enfin, en Afrique australe, l'Eswatini a été encouragé à mettre en place un système de S&E après sa RCA. En outre, au cours de la période considérée, le ReSAKSS-ECA a finalisé le rapport d'évaluation du processus de RCA de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE). Après avoir fait l'objet d'une revue externe, le rapport est actuellement en cours de finalisation en vue de sa publication. Le ReSAKSS-ECA a réalisé une étude du plan de mise en œuvre du Programme Régional d'Investissement Agricole (PRIA) de la CAE et formulé des commentaires et des suggestions en vue de son amélioration.

### **Les plans nationaux d'investissement agricole - PNIA**

Les pays et les CER vont devoir aligner leurs plans nationaux d'investissement agricoles (PNIA) sur les nouveaux objectifs de la Déclaration de Malabo et sur les indicateurs du cadre de résultats du PDDAA. Depuis 2016, le ReSAKSS appuie la préparation de la deuxième génération de PNIA en collaboration avec la CUA et l'AUDA-NEPAD : (1) en élaborant une boîte à outils incluant des mesures, des outils analytiques, des méthodologies et des composantes programmatiques de base pour guider la conception des PNIA ; (2) en créant un groupe d'experts du PNIA chargés de fournir un appui technique aux pays lors de l'élaboration de leurs PNIA ; et (3) en créant un groupe de travail chargé de la formation, de l'appui et du contrôle de la qualité auprès des experts locaux. Le groupe d'experts est composé de



216 chercheurs africains. Le groupe de travail est composé d'experts de l'IFPRI, d'AKADEMIYA2063, d'*Africa Lead*, de l'université de Pretoria et du Conseil de l'Afrique de l'Ouest et du Centre pour la recherche et le développement agricoles (CORAF/ WECARD).

Pour chaque pays, le groupe d'experts produit trois principaux documents : le rapport *Evaluation du statut et profil des pays* (rapport SAP – *Status Assessment Profile*), le rapport sur les *Objectifs et les résultats de Malabo* (rapport MGM – *Malabo Goals and Milestones*) et le rapport *Opportunités de politiques et de programmes* (rapport PPO – *Policy Programme Opportunities*). Le rapport SAP passe en revue les changements intervenus dans un pays au cours du dernier PNIA et évalue la situation actuelle d'un pays par rapport à chacun des domaines thématiques de Malabo, fournissant ainsi une base de référence pour mesurer les futures avancées vers les objectifs fixés. Le rapport MGM énonce les objectifs intermédiaires dans la réalisation des engagements de Malabo en matière de croissance agricole et de réduction de la pauvreté. Le rapport PPO définit les mesures spécifiques requises au niveau national pour atteindre les objectifs de Malabo dans chaque domaine thématique, les opportunités stratégiques et institutionnelles dans chaque pays, ainsi que les bonnes pratiques existantes que chaque pays pourrait appliquer.

Au cours du dernier semestre 2019, le ReSAKSS

a finalisé ses travaux analytiques pour le développement des PNIA de deuxième génération dans huit pays d'Afrique centrale et australe : l'Angola, le Botswana, l'Eswatini, le Gabon, le Lesotho, la Namibie, la Zambie et le Zimbabwe. En fin décembre 2019, le ReSAKSS avait achevé l'élaboration des rapports SAP, MGM et PPO pour les huit pays. Un neuvième pays, le Cameroun, a été ajouté à cette liste en octobre, avec le soutien de la GIZ (coopération allemande). Les rapports SAP et MGM du Cameroun avaient été achevés avant la fin de l'année 2019. Les rapports ont ensuite été partagés avec les équipes nationales afin d'alimenter leurs processus de formulation du PNIA.

Le ReSAKSS a maintenu son engagement à soutenir le processus de formulation des PNIA. Les experts du ReSAKSS ont soumis à la Côte d'Ivoire une analyse détaillée de la productivité agricole élaborée à partir des comptes économiques pour l'agriculture. Cette analyse a permis de mieux comprendre les différences de productivité des petits exploitants agricoles en fonction des régions géographiques et des caractéristiques des agriculteurs. Les 13 et 14 août 2019, le ReSAKSS-SA a participé à un atelier de validation du PNIA du Botswana à Gaborone. Les programmes et les politiques proposés ont été discutés, validés et inclus au PNIA. A la même période, le ReSAKSS-SA a également contribué au dialogue des parties prenantes de la Namibie, un forum de discussion autour de la voie à suivre pour



Atelier de validation de la RB nationale, 4 juillet 2019, Maseru, Lesotho

développer la stratégie du secteur agroalimentaire de la Namibie. Dr Greenwell Matchaya du ReSAKSS-SA et Dr Ousmane Badiane, président d'AKADEMIYA2063, ont participé à une mission au ministère angolais de l'agriculture et des forêts du 16 au 18 août. Au cours de cette mission, ils ont présenté les résultats analytiques du PNIA et discuté avec le ministère angolais et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) de la meilleure façon d'organiser l'appui du ReSAKSS et de la FAO au PNIA afin de garantir les complémentarités et d'éviter la duplication des efforts. Dr Ismael Fofana, responsable du projet, s'est rendu en Eswatini et au Lesotho en octobre 2019 pour discuter en détail des analyses du PNIA avec leurs équipes nationales, facilitant ainsi l'interaction entre les équipes nationales et les experts du PNIA en prévision des résultats finaux.

Pendant la période de revue, le Botswana a finalisé son PNIA et le Mozambique a progressé dans la rédaction de son PNIA 2.0. Le 28 mai 2020, le ReSAKSS-SA a participé à l'atelier de validation de la version personnalisée du rapport MGM du Mozambique intitulé « Rationalisation des investissements dans le secteur agricole : défis et opportunités de croissance ». Ce rapport servira de base au PNIA 2.0 du Mozambique.

### Les nœuds SAKSS nationaux et les eAtlas

Les plateformes nationales du Système d'analyse stratégique et de gestion des connaissances (les nœuds SAKSS) sont des instruments essentiels pour la revue et le dialogue dans le cadre de la mise en œuvre du PDDAA ; ils fournissent également des données et des analyses au niveau national. Ces nœuds SAKSS s'efforcent de répondre aux besoins spécifiques des pays en termes d'analyse et de capacités, tout en travaillant en étroite collaboration avec les plateformes au niveau régional (ReSAKSS). À ce jour, le ReSAKSS a mis en place 14 nœuds SAKSS : au Bénin, au Burkina Faso, en République démocratique du Congo (RDC), au Ghana, au Kenya, au Mali, au Mozambique, au Niger, au Rwanda, au Sénégal, en Tanzanie, au Togo, en Ouganda et au Zimbabwe.

Les activités de fonctionnement et de renforcement des nœuds SAKSS nationaux ont été retardées au cours du premier trimestre 2020 en raison de la pandémie de la COVID-19 ; la reprise a eu lieu au cours du deuxième trimestre grâce à des réunions virtuelles avec les représentants des pays. Le ReSAKSS-SA a discuté des plans de travail des nœuds SAKSS avec les responsables en Angola, en Eswatini, au Malawi et au Mozambique via des réunions virtuelles. En janvier 2020, le ReSAKSS-SA a également engagé le gouvernement du Malawi à développer un véritable réseau d'analyse local dans le pays. Toujours grâce aux réunions virtuelles,



*Mission de soutien au PNIA du ministère de l'agriculture et des forêts, 16-18 août 2019, Luanda, Angola*

le ReSAKSS-ECA a fourni un appui technique au nœud SAKSS de l'Ouganda pour développer son plan de travail 2020. En outre, la plateforme régionale a continué à soutenir les nœuds SAKSS nationaux au Kenya, au Rwanda et en Ouganda pour mettre en œuvre leurs activités et faciliter leur communication avec la plateforme ReSAKSS au niveau continental. En collaboration avec les nœuds SAKSS, le ReSAKSS-ECA a également recueilli des informations sur les réponses politiques à la COVID-19 au Kenya, au Rwanda et en Ouganda. Le ReSAKSS-WA a aidé le nœud SAKSS du Togo à élaborer un plan de travail et un budget pour 2020 et a examiné et finalisé des rapports techniques et financiers à soumettre à l'IFPRI.

Le ReSAKSS a mis au point les eAtlas nationaux. Ces outils essentiels aux nœuds SAKSS permettent de cartographier des données hautement désagrégées sur les indicateurs agricoles, socio-économiques et biophysiques dans un système centralisé et hautement interactif. Les données infranationales fournies par les eAtlas permettent aux analystes et aux décideurs politiques d'orienter les décisions en matière de politique agricole et d'investissement. À ce jour, la collaboration entre le ReSAKSS et les nœuds SAKSS nationaux a permis de développer des eAtlas pour 23 pays. Des ateliers nationaux ont été organisés dans plus d'une douzaine de pays pour examiner les données sous-jacentes et former les acteurs nationaux à la gestion de l'outil et des données.

En octobre 2019, le ReSAKSS a organisé un atelier régional pour sept pays d'Afrique de l'Ouest afin de former des experts nationaux à la manipulation et à l'exploitation de l'eAtlas. Au Niger, la plateforme eAtlas a été lancée en janvier 2020 lors d'un atelier de trois jours incluant la création d'une équipe eAtlas et la formation des membres à l'utilisation et à la gestion de l'outil. En raison de la COVID-19, les activités de lancement des plateformes nationales eAtlas ont été retardées. Néanmoins, l'équipe du ReSAKSS a continué à soutenir

virtuellement les pays dans l'élaboration, la mise à jour et la gestion de leurs eAtlas. Au cours des deux premiers trimestres de l'année 2020, le ReSAKSS-ECA a aidé le Kenya et l'Ouganda à mettre à jour les données de leurs eAtlas, et le ReSAKSS-WA a aidé le nœud SAKSS du Ghana à élaborer un plan de travail pour renforcer son eAtlas et le mettre à jour avec des données relatives aux années 2018 et 2019. Du 2 au 4 mars 2020, le ReSAKSS a lancé une plateforme eAtlas pour la Gambie lors d'un atelier de formation organisé sur place et auquel ont participé des décideurs politiques et des techniciens en Système d'information géographique (SIG) du ministère de l'agriculture. En Afrique australe, le ReSAKSS-SA a aidé le Malawi et le Mozambique à mettre à jour les données de leurs eAtlas ; ces deux pays ont bien progressé dans la collecte et la synthèse d'un plus grand nombre de données pour le fonctionnement de leurs plateformes eAtlas. En outre, les plateformes régionales du ReSAKSS ont commencé à travailler avec les nœuds SAKSS nationaux pour recueillir des données eAtlas sur les impacts de la COVID-19 sur les systèmes et les politiques alimentaires.

### La gestion des connaissances

Conçu comme une véritable plateforme de stockage des connaissances et des ressources, le ReSAKSS tient ses partenaires et parties prenantes informés du programme de mise en œuvre du PDDAA par le biais de son site Web et de diverses plateformes de



*Atelier sur l'eAtlas national du ReSAKSS, 27-29 janvier 2020, Niamey, Niger*

réseaux sociaux, mais aussi grâce à la distribution régulière d'un bulletin d'information. Le site Web du ReSAKSS donne accès à des séries de données, des outils de suivi et de cartographie des indicateurs aux niveaux continental, régional et national, des profils nationaux et régionaux de suivi des progrès, ainsi que des publications et des ressources sur les processus de mise en œuvre et de responsabilisation mutuelle du PDDAA. Le site permet aux utilisateurs d'effectuer des recherches personnalisées en sélectionnant les indicateurs et les pays à des fins de comparaison et d'afficher les résultats dans une variété de formats, y compris des cartes et des graphiques en barres et en lignes, qui sont tous disponibles en téléchargement immédiat.

Entre juillet 2019 et juin 2020, le site web a enregistré un total de 10 721 visiteurs uniques et 38 545 pages vues et plus de 3 614 téléchargements de publications. Les plateformes de réseaux sociaux – Twitter, SlideShare et Facebook – assurent la promotion des activités, des événements et des informations sur l'agenda du PDDAA. La page SlideShare du ReSAKSS a été consultée 2 357 fois pendant la même période. A la fin du mois de juin, le ReSAKSS comptait 3 527 abonnés sur Twitter et 3 693 sur Facebook.

## RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE MODÉLISATION ÉCONOMIQUE AVEC LE CONSORTIUM AGRODEP

En s'appuyant sur les bases établies au cours de sa première phase, le consortium AGRODEP accueille de plus en plus de membres et déploie son expertise technique pour fournir des services d'analyse politique et de conseil stratégique aux organisations étatiques et non étatiques aux niveaux national et régional.

### Analyse des politiques et services de conseil

Dans le cadre de sa composante « Analyse des politiques et services de conseils » (PAAS, en anglais), le réseau AGRODEP poursuit le développement de son infrastructure institutionnelle pour soutenir la prestation de services par ses membres éminents, c'est-à-dire les équipes PAAS. Bénéficiant d'une reconnaissance croissante en tant que réseau majeur d'experts africains, le consortium AGRODEP mobilise plusieurs de ses membres qui mettent leur expertise au service des activités dirigées par le ReSAKSS et participent aux projets et aux interventions menés en collaboration avec des organisations internationales et des universités.

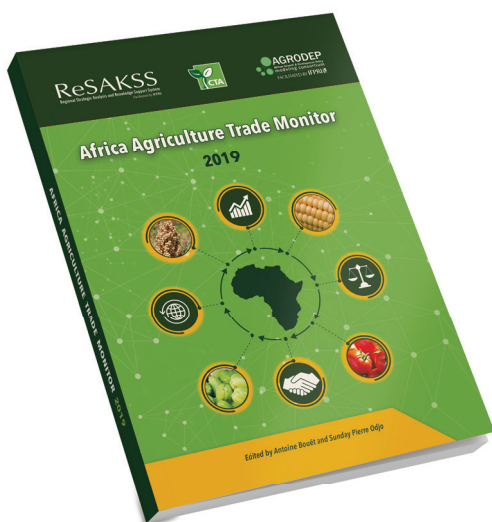
Certains membres du groupe thématique PAAS sur le commerce et l'intégration régionale (PAAS-TRI) participent à la rédaction du Moniteur du commerce agricole en Afrique (rapport AATM). Le rapport AATM évalue les tendances à long terme ainsi que les facteurs émergents des performances commerciales de l'Afrique pour les produits agricoles aux niveaux mondial et régional. Quatre membres du groupe PAAS-TRI ont corédigé des chapitres du volume 2019 du rapport AATM, qui a été publié en septembre 2019 lors du Forum AGRF qui s'est tenu à Accra, au Ghana. Dans le cadre de la préparation du rapport AATM 2020, cinq membres du réseau

The screenshot displays the ReSAKSS Website interface. At the top, there is a navigation bar with 'ReSAKSS' and 'Africa Wide' (Eastern, Southern, Western) and 'Publications' 'Events'. Below this is a main header with 'ReSAKSS' and 'Africa Wide' and 'Publications' 'Events'. The main content area is divided into several sections: 'Tracking Indicators' with a map of Africa and a line graph showing 'Agriculture value added growth rate (%)' for 'Africa wide' in 2019 at 2.2%; 'Monitoring Progress' with a line graph showing 'Track progress towards CAADP goals and targets'; 'Mutual Accountability' with a map of Africa and a line graph showing 'Track progress towards CAADP goals and targets'; 'EATLAS' with a map of Africa and a line graph showing 'Track progress towards CAADP goals and targets'; 'Publications' with a list of publications including '2019 AATM: Gender Equality in Rural...'; and 'Events' with a list of events including '2020 ReSAKSS CONFERENCE'. At the bottom, there is a large orange button with the text 'WWW.RESAKSS.ORG'.



AGRODEP ont participé à un atelier d'auteurs qui s'est tenu à Dakar, au Sénégal, le 13 décembre 2019. L'un des cinq membres du réseau AGRODEP PAAS-TRI contribue à l'élaboration du volume 2020 en tant que coéditeur. Ce volume comprendra un chapitre thématique sur le commerce transfrontalier informel en Afrique et abordera divers thèmes, tels que : l'impact potentiel de la COVID-19, les fermetures de frontières et les restrictions commerciales y afférentes, le commerce agricole en Afrique. Le volume 2020 est le fruit d'une collaboration entre l'IFPRI (par l'intermédiaire du réseau AGRODEP et du ReSAKSS), le ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ), la GIZ et l'USAID.

Le PAAS-TRI participe également aux travaux de recherche sur les impacts potentiels de l'AfCFTA. Dans une étude sur les impacts de la participation du Maroc à la zone de libre-échange, les chercheurs ont examiné plusieurs scénarios dont une intégration plus poussée avec les principales CER d'Afrique ainsi que les impacts du choix des produits sensibles durant les négociations. En analysant les impacts de l'AfCFTA dans les pays d'Afrique centrale, les chercheurs ont développé une base de données fiscales qui servira à évaluer les impacts fiscaux selon différentes règles de fermeture du secteur public dans ces pays.



En ce qui concerne le groupe thématique PAAS relatif aux Transformations et aux Investissements Agricoles (PAAS-ATI), l'appui analytique des membres du réseau AGRODEP et de leurs mentors intervient dans la promotion des innovations agricoles qui ont fait leurs preuves dans le secteur agro-alimentaire de plusieurs pays africains. Ces actions sont réalisées dans le cadre du projet PARI - *Programme d'Accompagnement de la Recherche pour l'Innovation Agricole*. Grâce au financement du centre allemand de recherche pour le développement (ZEF), dans le cadre de la deuxième phase du projet PARI, deux membres du réseau AGRODEP ont contribué à une analyse coûts-avantages utilisant la modélisation ABM (*agent-based modeling*) des systèmes d'irrigation à petite échelle au Niger et au Mali. Ils sont co-auteurs d'un document de travail intitulé « Targeting Small-Scale Irrigation Investments Using Agent-Based Modeling : Case Studies in Mali and Niger », qui a été soumis à l'agence ZEF en avril 2020.

Le projet relatif à l'identification des investissements en termes d'infrastructures pour le développement rural développé par un membre du réseau AGRODEP a été achevé. Les travaux du projet étaient basés sur le travail de typologie agricole développé dans la phase I du PARI ainsi que les couches SIG et les données satellites concernant les infrastructures existantes. Trois membres du réseau AGRODEP se sont engagés dans des exercices de modélisation pour évaluer les investissements et les besoins en termes de transformation agricole pour atteindre de multiples objectifs économiques (objectifs de Malabo, ODD, Agenda 2063) en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, au Malawi, au Mozambique, au Niger et au Rwanda. Les résultats de leurs recherches sur les engagements africains en faveur des objectifs et des jalons du développement agricole ont été publiés dans les documents de travail AGRODEP n°41 à n°46 en mars et avril 2020.

Neuf membres du réseau AGRODEP figuraient parmi les experts chargés de soutenir l'élaboration des plans nationaux d'investissement agricole (PNIA) conformes aux normes de Malabo dans neuf pays d'Afrique centrale et australe : l'Angola,

le Botswana, le Cameroun, l'Eswatini, le Gabon, le Lesotho, la Namibie, la Zambie et le Zimbabwe. Dirigée par l'IFPRI/ReSAKSS et soutenue par l'agence GIZ, l'équipe d'experts avait achevé les rapports Evaluation du statut et du profil (SAP) et les rapports sur les Objectifs et les résultats de Malabo (MGM) pour les neuf pays, ainsi que les rapports sur les Opportunités de politique et de programmes (PPO) pour huit pays à la fin de l'année 2019.

Sept membres du réseau AGRODEP ont participé de diverses manières à des activités visant à soutenir la RB du PDDAA en 2019. Ces activités comprenaient la formation de formateurs et d'équipes nationales de RB, un appui technique, des exercices régionaux de validation et un appui en faveur des CER pour la préparation des rapports nationaux et régionaux.

### Les modèles économiques, les boîtes à outils et les bases de données

La bibliothèque du réseau AGRODEP comprend maintenant 23 modèles (produits par l'IFPRI et par d'autres sources) ainsi que des boîtes à outils et une documentation rassemblée en 17 Notes Techniques. Les modèles s'articulent autour de deux piliers principaux : (1) Modèles de simulation et boîtes à outils, et (2) Modèles économétriques et boîtes à outils. La mise à jour de la page de présentation de la bibliothèque de modèles du réseau AGRODEP effectuée en mars 2019 a permis d'inclure un guide contenant des informations sur les modèles de simulation. Un tableau des métadonnées fournit aux utilisateurs une vision concise et les aide dans le choix du modèle à utiliser pour différentes questions stratégiques. Les utilisateurs ont ainsi accès à des informations sur : les classifications des modèles ; les principales exigences en matière de données ; les échelles temporelles et spatiales ; la dynamique des modèles ; la structure du marché ; etc. Le tableau propose également des liens vers la documentation et les références des modèles. Une autre page présentant des exemples sous forme de questions/réponses sur les politiques a été ajoutée en mai 2020 pour aider les utilisateurs à sélectionner des modèles.

En septembre 2018, le réseau AGRODEP a initié la diffusion publique de la plupart des modèles

économiques et des boîtes à outils développés exclusivement pour les membres du réseau pendant la première phase du projet. A l'heure actuelle, cinq modèles sont accessibles au public : le modèle ERATO Exports Restrictions and Import Tariffs Overall Impacts (ERATO) model (pour mesurer les effets des restrictions commerciales et des tarifs des importations) documenté dans la Note Technique AGRODEP n°03 ; le modèle PE-Trade Partial Equilibrium Trade Simulation (PETS) model (modèle d'équilibre commercial partiel) documenté dans la Note Technique AGRODEP n°07 ; le modèle (PETS) Partial Equilibrium Trade Simulation (PETS) model (modèle de simulation d'équilibre commercial partiel) documenté dans la Note Technique n°12 ; le modèle d'équilibre spatial AGRODEP Spatial Equilibrium Model documenté dans la Note Technique AGRODEP n° 14 ; et la boîte à outils sur les règles de bouclage macroéconomique AGRODEP Macroeconomic Closure Rule Toolbox documentée dans la Note Technique AGRODEP n°15.

Plus de 60 téléchargements des codes ont été enregistrés pour ces modèles AGRODEP au cours de la période allant de juillet 2019 à juin 2020. On note au cours de la même période environ 900 téléchargements des codes des modèles et plus de 21 500 visionnages des vidéos en anglais et en français de la boîte à outils Formation GAMS AGRODEP publiée en mars 2015.

Les experts du réseau continuent à adapter le modèle global d'équilibre général calculable (EGC) MIRAGRODEP afin de mieux représenter les principales caractéristiques des économies africaines. Par exemple, l'équation du compte actuel a été réécrite et le système de demande consiste désormais en une imbrication en trois étapes afin de mieux refléter les élasticités entre les grandes catégories de biens. Une équation d'épargne spécifique (linéaire) sera également introduite dans le modèle. Cet élément est particulièrement important lorsqu'il s'agit d'épargnes négatives. Les propensions à épargner ont déjà été estimées de manière économétrique pour les pays de l'OCDE et la création de la base de données pour les pays en développement est en cours grâce à diverses sources,

en particulier au niveau national, car de nombreuses valeurs manquantes sont disponibles dans les bases de données internationales. Ces caractéristiques sont essentielles pour la modélisation des impacts potentiels de l'intégration régionale, y compris en ce qui concerne l'AfCFTA. Le modèle MIRAGRODEP a été utilisé dans plusieurs évaluations récentes des répercussions et des impacts mondiaux de la COVID-19 sur la pauvreté et la sécurité alimentaire. Le portail de données AGRODEP, hébergé sur le site Web du réseau AGRODEP, couvre divers types de données utilisées pour l'analyse économique et la recherche sur les politiques relatives à la croissance et au développement agricoles en Afrique. Le réseau AGRODEP poursuit sa fonction de stockage de données en remplissant et en mettant à jour son catalogue avec des bases de données disponibles provenant de diverses sources.

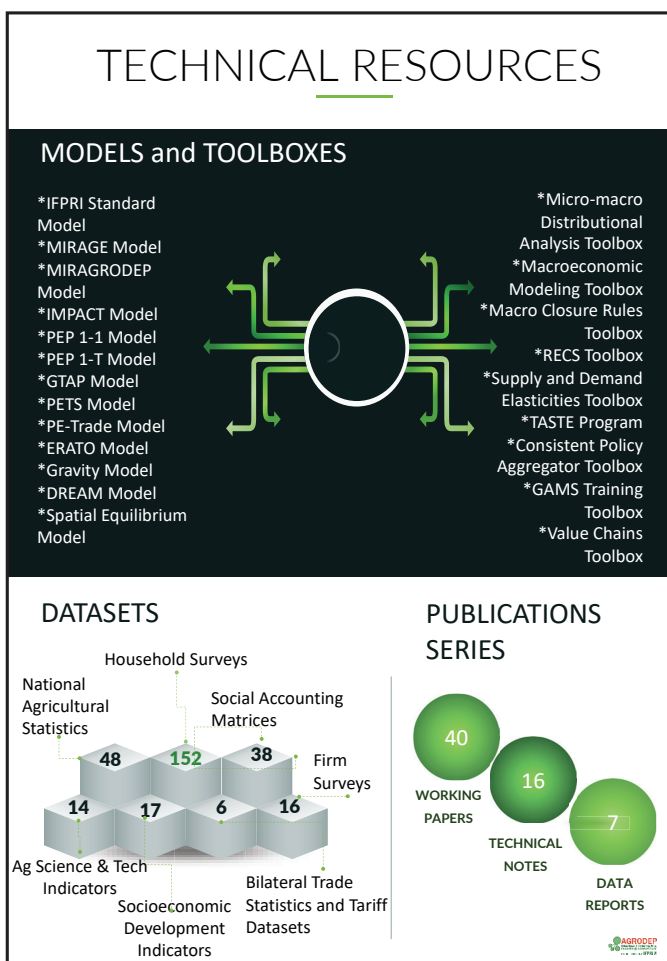
Les bases de données comprennent, entre autres, 10 matrices de comptabilité sociale (MCS) développées par le réseau AGRODEP durant la première phase du projet et téléchargées 52 fois entre juillet 2019 et juin 2020. Des fichiers de métadonnées sont en cours d'élaboration pour les différents types de bases de données du portail. En ce qui concerne les matrices de comptabilité sociale (MCS), un métafichier a été développé pour présenter des informations concises sur les matrices développées pour le réseau AGRODEP. Le fichier de métadonnées résume les principales caractéristiques des MCS en termes de désagrégation sectorielle, de facteurs, d'institutions, etc. De même, pour les enquêtes auprès des ménages, un modèle Excel a été développé et sera renseigné avec des informations sommaires pour aider les utilisateurs à naviguer dans les différentes bases de données sans avoir à les ouvrir à chaque fois.

La boîte à outils AGRODEP sur les méthodes de mise à jour et d'équilibrage des matrices de comptabilité sociale a

été publiée en octobre 2019, avec la documentation de la Note Technique n°17 « Analyse comparative des méthodes de mise à jour et d'équilibrage des matrices de comptabilité sociale ». La note technique est disponible en français. La boîte à outils et la note d'accompagnement expliquent les règles d'utilisation de quatre méthodes de mise à jour et d'équilibrage des MCS permettant la comparaison : l'entropie croisée, les moindres carrés ordinaires, la méthode Huber et la méthode Hellinger. Un exemple basé sur les MCS du Rwanda de 2006 et 2011 est disponible. La boîte à outils a été téléchargée 26 fois entre octobre 2019 et juin 2020.

### L'adhésion au réseau AGRODEP

Le septième appel à l'adhésion au réseau AGRODEP, qui s'est achevé en 2018, a porté le nombre de



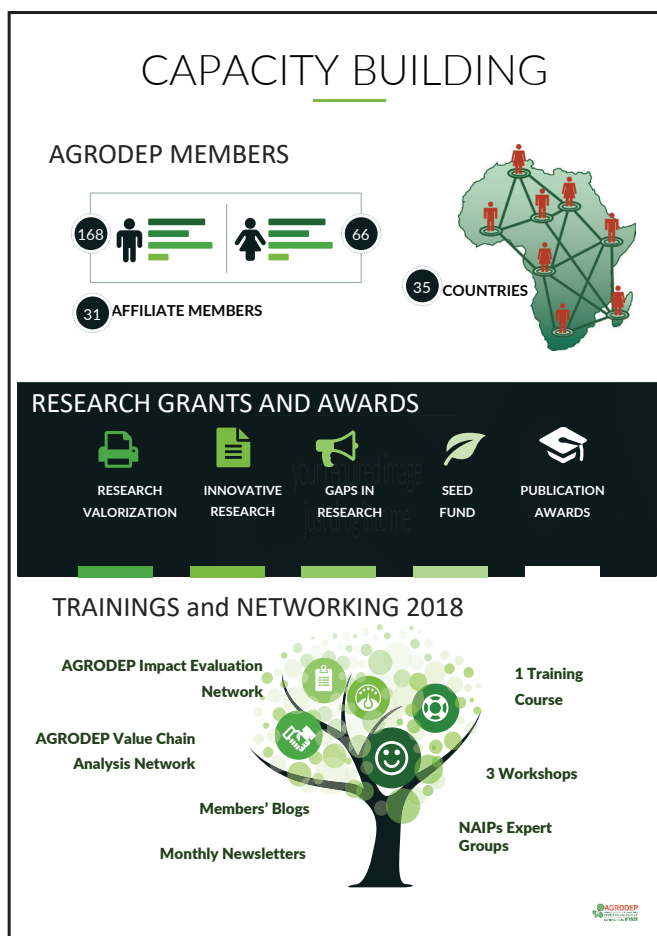
membres du réseau à 234 membres réguliers issus de 36 pays africains, avec un taux de 28 % de femmes. L'éligibilité est limitée aux citoyens des pays africains qui sont basés en Afrique et qui ont obtenu un doctorat au cours des 15 dernières années (ou qui poursuivent actuellement des études de doctorat ou sont titulaires d'un master plus compétences techniques et expérience). Les chercheurs engagés ou fortement intéressés par les domaines thématiques de la composante PAAS – analyse des politiques commerciales, analyse des chaînes de valeur, technologies et investissements agricoles – ont été encouragés à postuler. Une attention particulière a été accordée aux candidats provenant de pays où la représentation du réseau AGRODEP est faible ou inexistante. Le grand nombre de membres qualifiés permet d'identifier des experts qui peuvent être positionnés et équipés pour le développement des activités de la composante PAAS.

Soixante-huit pour cent des membres du réseau AGRODEP ont participé à une enquête en décembre 2019. L'objectif de cette enquête était de mettre à jour les profils des membres inscrits avec des informations concernant, entre autres, leurs publications récentes, les projets et les distinctions, ainsi que leur participation aux activités du consortium. Le taux de réponse a été plus élevé pour les membres récents (85 % des membres inscrits en 2018) que pour les membres anciens (50 % des membres inscrits à partir de 2010). Soixante-sept pour cent des répondants ont téléchargé des ressources à partir du site web AGRODEP au cours des cinq dernières années. Cinquante-six pour cent ont participé à des activités AGRODEP au cours des cinq dernières années ; et 93 % de ceux qui y ont participé ont indiqué que les activités AGRODEP avaient été bénéfiques pour leur carrière. Il convient de noter que les membres les plus récents ont eu moins d'occasions de participer aux événements du réseau tels que les formations, les subventions et les ateliers,

car ces activités ont été moins nombreuses au cours des quatre dernières années. Quarante-vingt-sept pour cent des personnes interrogées ont indiqué leur intérêt pour les activités de conseil en recherche. Les membres ont également été invités à identifier leurs domaines d'intérêt parmi les groupes thématiques du PAAS du réseau AGRODEP. Les résultats de l'enquête permettront de guider le développement d'activités futures et d'améliorer la sélection des membres pour des projets de recherche et d'analyse politique dans le cadre de la composante PAAS du consortium.

### Les formations et les ateliers

Le consortium AGRODEP a organisé du 3 au 6 décembre 2019 à Dakar, au Sénégal, un cours de microéconométrie : applications sur Stata. Neuf





membres du réseau AGRODEP ont participé à ce cours, qui a fourni aux participants des techniques statistiques et économétriques actualisées pour analyser les données microéconomiques. Une grande variété de méthodes micro-économétriques disponibles sur Stata ont été étudiées, y compris la régression linéaire, l'estimation de variables instrumentales, les modèles non linéaires, les modèles de données de panel, l'estimation des effets moyens des traitements, les simulations et la méthode *bootstrap*. Un accent particulier a été mis sur la justification et la mise en œuvre des méthodes et sur l'interprétation des résultats à l'aide de différents exemples et applications.



Formation AGRODEP : Microéconométrie : applications sur Stata, du 3 au 6 décembre 2019, Dakar, Sénégal.

Le consortium AGRODEP organise ses activités de collaboration à travers des réseaux spécialisés tels que le réseau AGRODEP pour l'évaluation d'impact (AIEN) et le réseau AGRODEP pour l'analyse des chaînes de valeur (AVCA). Grâce à l'AIEN et à l'AVCA, le consortium AGRODEP fournit aux chercheurs sélectionnés les derniers développements techniques et thématiques dans les domaines de l'évaluation d'impact ou de l'analyse des chaînes de valeur. Le consortium AGRODEP encourage également le réseautage entre les chercheurs d'un même pays et entre les chercheurs engagés dans des recherches similaires dans différents pays, grâce à des subventions pour l'organisation d'ateliers et

de réunions des équipes en vue de la diffusion des résultats de recherche et des recommandations stratégiques.

### La gestion des connaissances et la sensibilisation

Le consortium AGRODEP exploite plusieurs outils de sensibilisation, notamment des publications telles que la *Newsletter* AGRODEP diffusée par voie électronique et affichée sur son site Web. La *Newsletter* AGRODEP informe les parties prenantes sur les actualités et les événements du réseau AGRODEP, les membres qui ont reçu une distinction ainsi que les récentes publications. Selon un

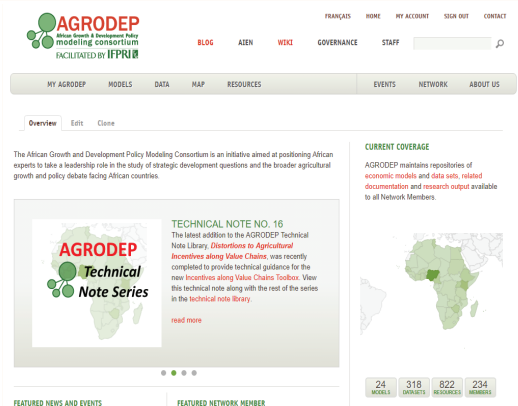
calendrier bimensuel, le consortium a publié six newsletters entre juillet 2019 et juin 2020. Parmi les autres publications de sensibilisation disponibles, on peut citer : la série de documents de travail AGRODEP, la série de notes techniques AGRODEP et la série de rapports de données AGRODEP.

Le consortium AGRODEP a publié six nouveaux documents de travail, les documents n° 41 à 46, dans la série documents de travail AGRODEP. Ces documents traitent des engagements pris par les états africains dans le cadre des objectifs et des jalons du développement agricole dans six pays africains – la Côte d'Ivoire, le Niger, l'Éthiopie, le Malawi, le Mozambique et le Rwanda. Chaque document est co-écrit par un membre

du consortium AGRODEP et présente les résultats de recherches menées dans le cadre du projet PARI. Dans chaque document, les auteurs utilisent la modélisation et la micro-simulation EGC pour examiner les progrès et les effets de la réalisation des ODD (dans le cadre du PDDAA) de même que ceux des objectifs de Malabo et de l'Agenda 2063. Tous les pays ont réalisé quelques progrès en direction de ces objectifs mais tous peuvent mieux faire en termes de productivité et de stratégie d'investissement.

Le portail Web d'AGRODEP (<http://www.agrodep.org>) continue de se développer, fournissant

# AGRODEP Website



**WWW.AGRODEP.ORG**

de nouvelles ressources, des actualités et des informations aux membres et aux parties prenantes. Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et le 30 juin 2020, le portail a enregistré un total de 15 705 visites et 79 309 pages vues, dont environ 43% de visiteurs africains. L'influence du réseau AGRODEP sur les réseaux sociaux s'accroît également ; il est présent sur LinkedIn (238 membres), Facebook (1 525 abonnés) et Twitter (1 357 abonnés). Les présentations et les vidéos du réseau AGRODEP diffusées sur sa chaîne YouTube (913 abonnés) ont attiré 38 777 personnes entre janvier 2019 et juin 2020.

Le réseau AGRODEP continue de s'appuyer sur des groupes de gestion de projet et de gouvernance créés pendant la phase précédente du projet, dont une petite équipe de coordination du programme, un conseil d'administration du consortium (anciennement appelé comité directeur) et un comité technique (anciennement appelé conseil



consultatif scientifique). Bien que l'IFPRI continue de diriger la coordination générale afin d'assurer une transition en douceur vers une augmentation des adhésions et un élargissement des activités relatives à la composante PAAS, les fonctions de coordination seront ajustées pour répondre aux besoins d'un consortium plus mature et plus engagé. De légères modifications ont été apportées à la composition et à l'organisation du personnel chargé de la coordination du programme. Le consortium a réduit le nombre de membres au sein du conseil d'administration et ajusté sa composition pour l'aligner avec la fonction PAAS élargie en incluant davantage de décideurs politiques et de représentants

de groupes non étatiques. Le comité technique continue de faire appel à des experts techniques de premier plan, mais sa composition a été revue pour inclure des experts dans de nouveaux domaines thématiques ciblés par le programme de Malabo.

Un webinaire a été organisé le 20 décembre 2019 pour accueillir les membres du nouveau comité technique et du conseil d'administration du consortium. Les cadres du réseau ont présenté le projet AGRODEP et retracé un bref historique des activités passées et courantes, soulignant au passage la récente participation de plusieurs membres du réseau AGRODEP à l'élaboration du rapport AATM 2019 (Moniteur du commerce agricole en Afrique). Les discussions du webinaire ont également porté sur l'enquête interne et sur les prévisions pour 2020.

## INSTAURER UN DIALOGUE FONDÉ SUR DES DONNÉES EMPIRIQUES DANS LES DOMAINES DE L'AGRICULTURE ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE GRÂCE AU PANEL MALABO MONTPELLIER

Le Panel Malabo Montpellier (Panel MaMo) œuvre pour la promotion du dialogue fondé sur des

données empiriques. Pour ce faire, le Panel publie des rapports techniques qui identifient les progrès et les changements positifs réalisés sur le continent, ainsi que les innovations institutionnelles et politiques qui peuvent être reproduites et multipliées dans d'autres pays. Les données produites par le Panel sont utilisées lors du Forum Malabo Montpellier (Forum MaMo) pour stimuler le dialogue et les échanges entre les décideurs de haut niveau dans les domaines de l'agriculture, de la nutrition et de la sécurité alimentaire en Afrique.

### Les rapports du Panel Malabo Montpellier

Le Panel MaMo continue à publier deux rapports techniques par an. Ces rapports ont pour objectifs d'éclairer et d'orienter les choix de politiques visant à accélérer les progrès vers les objectifs ambitieux de l'Agenda 2063 de la Commission de l'Union africaine, de la Déclaration de Malabo et de l'agenda mondial du développement. Chaque rapport est accompagné, en moyenne, de cinq à sept études de cas portant chacune sur un pays spécifique. Les rapports et les études de cas sont par la suite traduits en français.

En décembre 2019, le Panel a publié son cinquième rapport, intitulé *Energized : Policy Innovations to Power the Transformation of Africa's Agriculture and Food System*. Le rapport donne une image globale de l'innovation et de la conception des politiques et met en avant les réussites de six pays africains – l'Afrique du Sud, l'Éthiopie, le Ghana, le Maroc, le Sénégal et la Zambie – en termes d'innovation institutionnelles et politiques mises en œuvre pour l'expansion énergétique en faveur de l'agriculture et des populations rurales. La question de l'utilisation de l'énergie – en particulier les énergies renouvelables – dans le secteur agricole africain est relativement récente. Néanmoins, des enseignements importants peuvent d'ores et déjà être tirés des innovations politiques et des interventions efficaces réalisées dans plusieurs pays africains. Leur expérience montre que l'accès à l'énergie – qui permet de réduire la pénibilité du travail et de générer des revenus plus élevés – transforme les moyens de subsistance des populations pauvres dans les zones rurales. Les auteurs du rapport

recommandent une approche intégrée des stratégies et des politiques énergétiques dans le secteur de l'agriculture. Ils conseillent notamment d'inclure des synergies avec la santé, l'environnement, ainsi que les questions liées au développement communautaire telles que l'utilisation massive de l'énergie issue de la biomasse. Sont également mis en avant : les investissements dans les domaines de la technologie et de l'innovation des systèmes ; le développement à grande échelle de solutions hors réseau et de solutions de petite envergure ; de même que les politiques transfrontalières visant à garantir la sécurité énergétique. Ces études de cas fournissent des exemples pratiques et décrivent les raisons et les conditions des réussites en termes d'innovations institutionnelles et politiques, et de mise en œuvre de programmes. Ces enseignements peuvent servir de feuille de route à d'autres gouvernements africains qui cherchent à améliorer l'utilisation des services énergétiques dans les systèmes agricoles et alimentaires africains.

En juillet 2020, le Panel a publié son sixième rapport, intitulé « *Meat, Milk and More: Policy Innovations to Shepherd Inclusive and Sustainable Livestock Systems in Africa* ». Le rapport propose des options pour une promotion durable de la croissance dans le secteur de l'élevage, en s'inspirant de l'expérience de quatre pays africains – l'Afrique du Sud, l'Éthiopie, le Mali et l'Ouganda – qui ont obtenu de bons résultats en termes d'innovation institutionnelle et politique et d'interventions programmatiques. Les auteurs du rapport formulent plusieurs recommandations clés, notamment la nécessité d'élaborer des politiques et des stratégies interministérielles pour le secteur de l'élevage. Ils recommandent également de concevoir des mécanismes financiers innovants pour soutenir ces stratégies en apportant des réponses spécifiques aux besoins des différents systèmes d'élevage, à la saisonnalité de la production et à l'environnement. Les auteurs soulignent l'importance de mettre en place des systèmes d'innovation technique et institutionnelle et de réglementer le secteur de manière à stimuler le commerce interrégional et international tout en garantissant la santé et la sécurité des animaux, des producteurs et des consommateurs. Enfin, pour exploiter pleinement

les possibilités du secteur, il convient d'apporter un soutien aux femmes, aux jeunes entrepreneurs et aux petites et moyennes entreprises.

### Le Forum Malabo Montpellier

Le Forum de Malabo Montpellier offre aux décideurs africains au plus haut niveau une plateforme de dialogue et d'échange sur les thèmes de l'agriculture, de la nutrition et de la sécurité alimentaire en Afrique. L'espace de discussion créé par le Forum permet aux leaders très sollicités d'échanger directement sur des questions d'importance stratégique dans un contexte exempt de pressions internes.

Le Forum se réunit deux fois par an dans un pays africain pour faciliter le dialogue et les échanges entre les hauts responsables politiques.

Entre juillet 2019 et juillet 2020, le Forum s'est réuni deux fois : en décembre 2019, sur invitation du gouvernement gambien à Banjul ; et en juillet 2020, lors d'une rencontre virtuelle, en raison de la pandémie de la COVID-19. Chacun de ces forums, accessible uniquement sur invitation, a rassemblé environ 40 participants, dont des hauts représentants de gouvernements africains (ministres ou directeurs de cabinet), des partenaires des institutions régionales africaines, des partenaires au développement et des membres du Panel.

Depuis juillet 2019, le Panel participe activement à un large éventail d'événements, d'ateliers et de réunions et en organise également. Ces événements sont autant d'occasions de diffuser les conclusions des rapports et de susciter des débats sur la croissance et la transformation de l'agriculture en Afrique.

### **2019**

- **Le 3 juillet, à Bruxelles, en Belgique :** Sir Gordon Conway, membre du Panel, s'est exprimé au Briefing de Bruxelles sur les interactions terre-eau-énergie et la durabilité du système alimentaire. Il y a présenté les conclusions du rapport *Eau précieuse*.



*Les coprésidents du Panel, le Professeur Joachim von Braun et le Dr Ousmane Badiane, avec S.E. Amie Fabureh, ministre de l'Agriculture de la Gambie. Banjul, décembre 2019*

- **Du 3 au 6 septembre, à Accra, au Ghana :** Participation à la session plénière et à une manifestation parallèle de l'AGRF pour présenter les conclusions du rapport « Byte by byte ».
- **Du 23 au 26 septembre, à Abuja, au Nigéria :** Symposium intitulé « Chaînes de valeur intelligentes : Innovation politiques pour transformer les systèmes alimentaires en Afrique » à la conférence de l'AAAE avec le Dr Ousmane Badiane, co-président du Panel, et le Prof. Muhammadou Kah, membre du Panel.
- **Le 18 septembre, à Jeddah, en Arabie Saoudite :** Atelier coorganisé avec la Banque islamique de développement pour présenter les travaux du Panel, avec le Dr Ousmane Badiane et le Professeur Muhammadou Kah.
- **Le 14 octobre, à Bonn, en Allemagne :** Réunion du groupe de discussion sur le rapport du Panel « Energized » sur le thème des innovations politiques pour la transformation du système agricole et alimentaire de l'Afrique. Le Panel a organisé une réunion d'une journée qui a rassemblé l'équipe de chercheurs du Panel, les coprésidents du Panel (Dr Ousmane Badiane et Prof. Joachim von Braun), le Dr Ashok Gulati, membre du Panel, et des experts de l'IFPRI et de l'université de Bonn.
- **Du 1er au 10 novembre, à Berlin, en Allemagne :** Dr Ousmane Badiane a





S.E. Rhoda Peace Tumusiime au Forum MaMo à Kigali, juin 2019

proposé une intervention portant sur « l'économie circulaire et l'alimentation en milieu urbain » à la semaine scientifique de Berlin.

- Du 20 au 23 novembre, à Budapest, en Hongrie : Le Professeur Sheryl Hendriks a présenté un document sur la « pratique éthique de la science » au Forum mondial de la science, en citant le Panel MaMo comme exemple.
- Du 22 au 24 novembre, à Dakar, au Sénégal : Conférence sur le changement climatique et la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest, coorganisée par le professeur Joachim von Braun et l'université de Bonn, avec l'université Cheikh Anta Diop de Dakar, au Sénégal, et le Centre ouest-africain de service scientifique sur le changement climatique et l'utilisation adaptée des terres (WASCAL).

- Le 26 novembre, à Washington DC, aux USA : Séminaire politique « Transformer les systèmes alimentaires en Afrique grâce aux technologies numériques » à l'IFPRI avec Dr Ousmane Badiane, coprésident du Panel, Dr Debisi Araba, membre du Panel, et Dr Katrin Glatzel, Directrice de programme du Panel.

- Du 26 au 29 novembre, à Antananarivo, à Madagascar : Symposium 8 : *From Feeding People to Nourishing People* organisé par la Royal Academy of Engineering et présidé par le professeur Noble Banadda, membre du Panel.

- Le 14 décembre, à Marrakech, au Maroc : Manifestation parallèle lors des Dialogues de l'Atlantique « Agriculture, irrigation et énergie », avec Dr Debisi Araba, membre du Panel, modérateur de la session, et Prof. Muhammadou Kah, intervenant.

## 2020

- Du 9 au 10 mars, à Abuja, au Nigéria : Dr Debisi Araba, membre du Panel, a représenté le Panel au séminaire du consortium pour la recherche économique en Afrique, où il a présenté les conclusions du rapport du Panel intitulé « Mieux nourris : comment l'Afrique peut construire un futur sans faim ni malnutrition ».

### La gestion des connaissances et la sensibilisation

Le Panel MaMo utilise plusieurs outils de sensibilisation, notamment une newsletter mensuelle qui fournit aux parties prenantes des informations sur ses activités, ses publications et ses événements. Le site web du Panel MaMo ([www.mamopanel.org](http://www.mamopanel.org)) est disponible en français et en anglais et donne accès aux ressources du Panel (rapports, études de cas par pays, infographies), à une



Participants au 5<sup>ème</sup> Forum MaMo, à Banjul, en Gambie. Décembre 2019



*Séminaire politique « Transformer les systèmes alimentaires en Afrique grâce aux technologies numériques » à l'IFPRI Washington DC, novembre 2019*

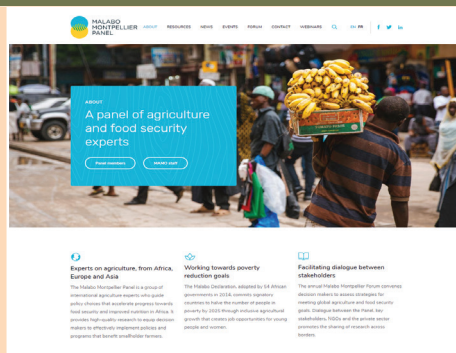
couverture ciblée de l'actualité et aux blogs. L'influence du Panel MaMo sur les réseaux sociaux a beaucoup évolué : il est présent sur LinkedIn (177 abonnés), Facebook (6 068 abonnés) et Twitter (28 606 abonnés) ; ses présentations et ses vidéos sont partagées sur SlideShare et sur sa chaîne YouTube. Le Panel a également lancé une série de webinaires en décembre 2018 et organise en moyenne deux webinaires par trimestre. Les webinaires offrent une plateforme de discussion ouverte sur les domaines thématiques couverts par les rapports du Panel et donnent la parole aux experts nationaux et aux acteurs de haut niveau. Pendant les webinaires, ces experts partagent leurs expériences pratiques et opérationnelles sur les innovations institutionnelles, les interventions politiques/programmatiques et les modalités de mise en œuvre qui fonctionnent le mieux dans leur pays. L'objectif de la série de webinaires est d'étendre la portée du réseau MaMo à un public beaucoup plus large que celui du Forum et de ses autres événements. Les webinaires permettent une conversation en ligne entre pairs et avec des publics intéressés par l'agriculture, la nutrition et la sécurité alimentaire en Afrique. Entre juillet 2019 et juin 2020, le Panel a organisé les webinaires suivants :

- **Le 12 juillet 2019** : Comment le Rwanda transforme ses chaînes de valeur agricoles grâce à la mécanisation Alain Nzeyimana, spécialiste de la mécanisation agricole, Office rwandais

de développement des ressources agricoles et animales.

- **Le 22 novembre 2019** : Technologies digitales au service de l'agriculture : le cas du Sénégal. Seth Sall, Direction Economies numériques et Partenariat du ministère des télécommunications du Sénégal.
- **Le 31 mars 2020** : Pourquoi il est essentiel d'améliorer le rôle des mini-réseaux d'énergie renouvelable pour transformer la productivité agricole et la sécurité alimentaire en Afrique. Nuhu Hatibu, Directeur régional (Tanzanie, Ouganda et Rwanda), Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) ; Dr. Roberto Ridolfi, Directeur général adjoint de la FAO ; en partenariat avec PowerForAll
- **Le 5 mai 2020** : L'expérience du Togo en matière de développement de l'irrigation. M. Daoudo Salifou, Directeur au ministère de l'Agriculture du Togo.
- **Le 4 juin 2020** : Les technologies numériques sont-elles la réponse à la transformation du système alimentaire en Afrique pendant la COVID-19 ? Leçons du Kenya. Debisi Araba, membre du Panel Malabo Montpellier et Directeur général de l'AGRF ; Mme Peris Bosire, cofondatrice de Farm Drive.

## MaMo Panel Website



[WWW.MAMOPANEL.ORG](http://WWW.MAMOPANEL.ORG)

Entre juillet 2019 et juin 2020, le Panel a été mentionné plus de 70 fois dans les médias, notamment dans des interviews à la télévision et à la radio, dans la presse écrite et en ligne. Le Panel MaMo tient également son propre blog ([www.mamopanel.org/news/blog/](http://www.mamopanel.org/news/blog/)) et a publié 10 articles pendant cette même période.

## ACTIVITÉS PLANIFIÉES

### ReSAKSS

Pour le reste de l'année 2020, le ReSAKSS fournira un appui technique à la CUA, à l'AUDA-NEPAD, aux CER et aux pays pour examiner le deuxième processus de RB et en tirer des enseignements. En tant que leader ou coleader technique des groupes de travail techniques (GTT) sur la RB pour les thèmes 1, 2, 4, 5 et 7 de Malabo, le ReSAKSS collaborera avec d'autres membres des GTT. Leurs travaux porteront notamment sur l'examen critique constructif du deuxième processus de RB, les indicateurs et les méthodes d'amélioration de la prochaine RB. Le ReSAKSS fournira un appui technique aux pays qui commencent à préparer la troisième RB. En outre, le ReSAKSS poursuivra ses efforts de promotion des résultats de la deuxième RB aux niveaux national et régional en collaborant avec les pays et les CER pour finaliser la production des notes de synthèse nationales, régionales et thématiques sur la RB.

Le ReSAKSS effectuera un travail d'évaluation des impacts et des réponses politiques à la pandémie de la COVID-19 au sein des communautés vulnérables en Afrique. Plus précisément, le ReSAKSS (1) évaluera l'impact de la COVID-19 sur les systèmes de production agricole ; (2) identifiera les zones sensibles vulnérables face à la COVID-19 pour une surveillance et une intervention précoce ; (3) suivra et diffusera des informations en temps réel sur les changements de prix des denrées alimentaires dus à la COVID-19 ; (4) suivra les réponses politiques à la COVID-19 au niveau communautaire ; et (5) établira un portail interactif pour donner accès aux données, aux analyses et aux formations liées à la COVID-19. Le ReSAKSS diffusera ses conclusions par le biais de bulletins d'information réguliers, de newsletters, de webinaires et de podcasts.

La production et la publication du rapport ATOR 2020 (qui inclut un suivi de l'ensemble élargi des indicateurs de base du PDDAA) sont en cours. Le rapport ATOR 2020 examine le rôle des politiques dans la transformation des systèmes agroalimentaires en Afrique. Les travaux concernant le rapport ATOR 2021 seront lancés prochainement par le ReSAKSS ; le sujet sera déterminé en consultation avec les parties prenantes du PDDAA. En raison de la pandémie de la COVID-19, le rapport ATOR 2020 sera disséminé lors d'un événement virtuel en novembre prochain.

Pendant le reste de l'année 2020, les plateformes régionales du ReSAKSS continueront à fournir un appui technique pour l'opérationnalisation et le renforcement des nœuds SAKSS nationaux existants. Pour les pays qui ont déjà mis sur pied leur eAtlas, le ReSAKSS fournira un appui technique et une formation pour aider les pays à utiliser et à gérer ces outils. Le ReSAKSS achèvera également l'élaboration de nouveaux eAtlas nationaux pour l'Angola, le Cabo Verde, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe.

### Le consortium AGRODEP

Pendant les mois restants de 2020, dans le cadre de la composante « Analyse politique et services consultatifs », le consortium AGRODEP entend continuer à promouvoir le groupe d'experts du PAAS sur le commerce et l'intégration régionale (PAAS-TRI) et le groupe de travail de l'AfCFTA en poursuivant la collaboration avec les organismes partenaires. Cinq membres du réseau AGRODEP ont collaboré avec le personnel de l'IFPRI pour la rédaction du volume 2020 du *Moniteur du commerce agricole en Afrique*. Le portail de l'IFPRI sur la sécurité alimentaire (FSP) offre également des opportunités de collaboration avec des chercheurs africains sur : la collecte de données sur les prix liées à la COVID-19 ; l'évaluation des outils de recherche ; les cours d'apprentissage en ligne et les dialogues politiques sur des sujets d'intérêt régional. Dans le cadre de la composante « Ressources techniques », le réseau AGRODEP poursuivra l'adaptation des modèles AGRODEP existants tels que le modèle CGE global de MIRAGRODEP et le modèle d'équilibre spatial AGRODEP. Le consortium AGRODEP publiera

également une base de données sur le commerce agricole en Afrique ainsi que des boîtes à outils sur le calcul de l'intégration commerciale régionale. Dans le cadre de la composante « renforcement des capacités et sensibilisation », le réseau AGRODEP mènera une enquête semestrielle auprès de ses membres afin d'améliorer l'identification des experts du réseau pour divers projets de recherche. Le programme d'affiliation au réseau AGRODEP sera renforcé au moyen d'une campagne de sensibilisation et d'une évaluation régulière des candidats. Le réseau AGRODEP organisera également un ou deux cours qui porteront soit sur les activités thématiques du PAAS (portant sur les modèles et les boîtes à outils), soit sur les outils et les techniques économiques.

### **Le Panel MaMo**

Bien que la pandémie de la COVID-19 en cours ne permette pas d'organiser des événements et des conférences en présentiel, le Panel a planifié un certain nombre d'événements en ligne :

- Trois **webinaires** sont prévus entre août et décembre 2020.
- **Du 8 au 11 septembre 2020** : Forum sur la révolution verte en Afrique, participation à des manifestations parallèles et à des symposiums.
- **Du 12 au 16 octobre 2020** : Dialogue Borlaug sur le thème « Construire la résilience aujourd'hui pour améliorer les systèmes alimentaires mondiaux demain », et participation des membres du Panel à des symposiums.
- **Décembre 2020** : 7<sup>ème</sup> Forum Malabo Montpellier.





## PARTENAIRES ET STRUCTURES DE GOUVERNANCE DU RESAKSS, DU CONSORTIUM AGRODEP ET DU PANEL MAMO

Le Système régional d'analyse stratégique et de gestion des connaissances (ReSAKSS) est un réseau multinational de transmission de savoirs qui est représenté par quatre plateformes : une au niveau continental ou africain (ReSAKSS-AW) et trois au niveau sous-régional - Afrique de l'Est et du Centre (ReSAKSS-ECA), Afrique australe (ReSAKSS-SA) et Afrique de l'Ouest (ReSAKSS-WA). Ces plateformes sous-régionales sont hébergées respectivement par l'Institut International de Recherche sur l'Elevage au Kenya, l'Institut International de Gestion de l'Eau en Afrique du Sud et l'Institut International d'Agriculture Tropicale au Nigeria.

De janvier 2006 à juin 2020, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) a coordonné les travaux du ReSAKSS. Depuis juillet 2020, les activités du ReSAKSS-AW sont coordonnées par AKADEMIYA2063, comme auparavant, dans le cadre d'une structure de gouvernance présidée par la Commission de l'Union africaine et l'agence de développement de l'Union africaine-NEPAD (AUDA-NEPAD). Chaque plateforme est dirigée par un Comité Directeur composé de représentants des principaux groupes de parties prenantes du Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) et présidée par les Communautés Economiques Régionales respectives : la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest pour le ReSAKSS-WA ; le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe pour le ReSAKSS-ECA ; et la Communauté de Développement de l'Afrique Australe pour le ReSAKSS-SA. Les comités directeurs assurent la supervision et veillent à ce que l'agenda du ReSAKSS reste ancré dans les priorités de développement agricole, le PDDAA et les stratégies régionales. Les parties prenantes et les partenaires du ReSAKSS incluent des organismes gouvernementaux, des décideurs (internationaux et nationaux), des analystes politiques, des donateurs, des instituts de recherche et des chercheurs, la communauté universitaire, la société civile, des associations d'agriculteurs et le secteur privé.

Le consortium de modélisation des politiques pour la croissance et le développement en Afrique (AGRODEP) incarne la collaboration entre AKADEMIYA2063, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires - IFPRI, l'Association pour le Renforcement de la Recherche Agricole en Afrique Orientale et Centrale (ASARECA), le Réseau d'Analyse des Politiques Alimentaires, Agricoles et des Ressources Naturelles, le Conseil de l'Afrique de l'Ouest et du Centre pour la Recherche et le Développement Agricoles (CORAF/WECARD) et les principales institutions universitaires en Afrique et dans le monde. Le consortium AGRODEP est géré par l'IFPRI et régi par un conseil d'administration (anciennement comité directeur) et un comité technique (anciennement conseil consultatif scientifique). Le conseil d'administration du consortium guide le réseau AGRODEP sur les questions clés de politique, les questions opérationnelles et la mobilisation des ressources. Il veille à ce que l'initiative reste axée sur ses objectifs et sa mission, à ce qu'elle soit menée efficacement ; et recommande des stratégies et des actions pour augmenter l'efficacité et l'impact du réseau AGRODEP. Les membres du conseil d'administration du consortium comprennent des représentants d'organisations régionales et internationales, d'établissements d'enseignement et d'universités, d'organismes d'aide internationale et d'autres grandes organisations de développement et de politiques. Le comité technique veille à maintenir le réseau AGRODEP à la pointe de l'innovation technique et répond aux besoins techniques de ses membres. Le comité technique est composé de membres experts de la communauté de la recherche et des politiques économiques jouissant d'une reconnaissance internationale et d'une connaissance approfondie des pays africains et des principaux

défis auxquels ces derniers sont confrontés. Parmi les autres partenaires institutionnels majeurs du réseau AGRODEP figurent le *Global Trade Analysis Project* aux États-Unis, le *Center for World Food Studies* aux Pays-Bas, l'université catholique de Louvain en Belgique, l'université de Laval au Canada et l'université de Pretoria en Afrique du Sud.

Entre janvier 2017 et juillet 2020, le Panel MaMo était hébergé par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) ; depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2020, il est dirigé par AKADEMIYA2063, toujours en collaboration avec l'*Imperial College* de Londres et le centre de recherche pour le développement (ZEF) de l'université de Bonn. Le Panel est coprésidé par le Dr Ousmane Badiane (Président d'AKADEMIYA2063) et le Professeur Joachim von Braun (Directeur du Centre de recherche pour le développement de l'université de Bonn). Le Panel compte actuellement 17 membres issus de 16 pays.

# AKADEMIYA2063

L'expertise que nous avons. L'Afrique que nous voulons.

AKADEMIYA2063

Kicukiro/Niboye KK 341 St 22

P.O. Box 1855

Kigali, Rwanda

Tél.: +221-77-761-73-02

Email: [hq-office@akademiya2063.org](mailto:hq-office@akademiya2063.org)

[www.akademiya2063.org](http://www.akademiya2063.org)

## [www.resakss.org](http://www.resakss.org)

### ReSAKSS–Afrique

Kicukiro/Niboye KK 341 St 22

P.O. Box 1855

Kigali, Rwanda

Tél.: +221-77-761-73-02

Email: [resakss@akademiya2063.org](mailto:resakss@akademiya2063.org)

### ReSAKSS–Afrique de l'Est et du Centre

P.O. Box 30709

Nairobi, Kenya

T: + 254 (20) 422 3000

F: + 254 (20) 422 3001

Email: [resakss@akademiya2063.org](mailto:resakss@akademiya2063.org)

### ReSAKSS–Afrique australe

Private Bag X813

Silverton 0127

Prétoria, Afrique du Sud

T: + 27128459141

F: + 27 (0)12 845 9110

Email: [resakss@akademiya2063.org](mailto:resakss@akademiya2063.org)

### ReSAKSS–Afrique de l'Ouest

Oyo Road, PMB 5320

Ibadan, Etat d'Oyo, Nigéria

T: + 234 (2) 241 2626

F: + 873761798636

Email: [resakss@akademiya2063.org](mailto:resakss@akademiya2063.org)

## [www.agrodep.org](http://www.agrodep.org)

### AGRODEP

#### IFPRI–Dakar

Titre 3396, Lot #2

BP 24063 Dakar Almadies

Sénégal

Tél: + 221.33.869.9800

Email: [info-agrodep@agrodep.org](mailto:info-agrodep@agrodep.org)

## [www.mamopanel.org](http://www.mamopanel.org)

### Siège d'AKADEMIYA2063

Kicukiro/Niboye KK 341 St 22,

P.O. box 1855

Kigali, Rwanda

Tél.: +221-77-761-73-02

Email: [hq-office@akademiya2063.org](mailto:hq-office@akademiya2063.org)

AKADEMIYA2063 est financé par la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF) et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) à travers le programme Feed the Future Policy LINK, dans le cadre de l'accord de coopération 7200AA19CA00019. Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de la Fondation BMGF, de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis.

Crédits photo: p. 2,18-19 (en bas) © Tidiane Oumar Ba/Akademiya2063; p.3 © Lee Dixon; p.4 © AGRF; p.5 © AUC; p. 7-8-9 © ReSAKSS; p. 15 © AGRODEP; p.19 Panel MaMo Panel (haut); p. 20 © Melissa Cooperman/IFPRI.

Droits d'auteur © 2020 AKADEMIYA2063. Tous droits réservés. Pour obtenir une autorisation de reproduire, contactez [communications@akademiya2063.org](mailto:communications@akademiya2063.org).